

LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs**, en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs**. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité :** les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain**, nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57

Sciences Po / Fonds CEVIPOF



DÉPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR

LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS CONDUITE PAR

Nicole Mas

30 ans, institutrice, conseillère municipale à Lucé

Madame, Monsieur,

Élue conseillère municipale à Lucé en mars 1983 sur la Liste ouvrière d'unité, j'ai été amenée récemment à me prononcer sur le projet gouvernemental *Banlieue 89, pour le plaisir de vivre dans son quartier*.

J'ai refusé de cautionner cette opération de prestige gouvernemental, considérant inopportun d'engager la commune dans une grosse dépense sans grandes retombées pour la population laborieuse.

De plus, le financement (200 millions de centimes pour Lucé) étant assuré aux deux tiers par la commune, **j'ai été la seule à voter contre** (à Lucé il y a des élus PS-PCF-MRG-UDF).

Comment accepter d'alourdir les impôts pour les familles ouvrières alors que que le pouvoir d'achat diminue, le chômage augmente (licenciements à la FACA, à Faucheux, Diesel Energie, Alcan...) et que le bureau d'aide sociale ne peut subvenir aux besoins ?

J'ai également été la **seule** en mars 1985 à voter une motion exigeant que le conseil municipal se prononce **contre tout licenciement à la FACA.**

Défendre l'emploi, les acquis sociaux, refuser d'alourdir les impôts pour les familles ouvrières, n'est-ce pas là le mandat de tout élu se réclamant des travailleurs et de la démocratie ?

C'EST LE MANDAT DE TOUT ÉLU MPPT

Comme vous, j'estime que l'école publique laïque, pour respecter la conscience des enfants, doit rester neutre et indépendante, sans tomber sous la coupe d'élus politiques, quels qu'ils soient.

C'est pour cette raison que je me refuse à participer, en tant qu'élue politique dans les conseils d'école, au choix des manuels scolaires, de me prononcer sur le contenu des cours, des horaires scolaires... comme le voudrait M. Chevènement.

Défendre l'école républicaine, le droit à l'instruction pour tous, c'est aussi défendre les moyens pour que l'école laïque vive. Ainsi à Lèves, où mon fils est scolarisé, avec des parents, nous nous sommes battus pour que l'unité des parents, des enseignants, des syndicats, de la municipalité, se réalise contre la fermeture d'une classe (parmi les 9 500 que M. Chevènement a fermées en septembre 1985).

L'UNITÉ A ÉTÉ RÉALISÉE. LA CLASSE A ÉTÉ MAINTENUE.

Comme à Lèves, c'est **par l'unité, tous ensemble,** que nous ferons échouer le plan de saccage de l'école publique.

C'est pour aider à cela que se construit le MPPT.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR NICOLE MAS, INSTITUTRICE SPÉCIALISÉE

Nicole MAS, 30 ans, institutrice spécialisée • **Dominique MAILLOT**, 32 ans, contrôleur du travail • **Béatrice JAFFRENOU**, 26 ans, auxiliaire de puériculture • **Bernard SCHADÈLE**, 46 ans, employé • **Véronique SANCHEZ**, 29 ans, employée de mairie • **Jean-Claude HERODY**, 33 ans, éducateur.

Pour tout contact : Nicole Mas, 77, route de Chavannes 28300 Lèves.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront fournis au bureau de vote.

Imp. PIE

Vu les candidats.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF